



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Twitter

Elon Musk rétablit des comptes bannis

Le nouveau patron du réseau social à l'oiseau bleu a annoncé vendredi que plusieurs comptes d'utilisateurs suspendus ont été réadmis... • (Page 08)

Salvador

Le président Bukele va acheter un bitcoin par jour
Le pays d'Amérique centrale investira dans une unité de ... • (Page 08)



Intégration sous régionale

Les médias engagés aux côtés de la Commission de l'UEMOA

• (Page 03)



Plateforme industrielle d'Adétikopé

• (Page 04)

Des acteurs internationaux du secteur du textile visitent la PIA

Civisme fiscal

Comprendre les actions de l'OTR et du cadastre
L'Office togolais de recettes (OTR) a formé les adhérents du Club des Amis Du Fisc ... • (Page 02)

Promotion des entreprises locales

Les TPME informés sur les opportunités offertes par le gouvernement
Le ministère du commerce de l'industrie et de la consommation locale a organisé en présentiel et en visio... • (Page 04)

ZLECAF

Une Semaine de l'industrialisation en Afrique

La Semaine africaine de l'industrialisation de l'Union Africaine se tient à Niamey, au Niger, du 18 au 26 novembre... • (Page 06)

Togo

Un repas de famille pour célébrer la journée de l'enfant
L'organisation des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'ONG Halsa international ... • (Page 11)



l'Image de l'Expertise

www.career-academyinstitute.com



BOOSTER VOTRE CARRIERE
avec CAI en Validant vos Certifications
Mondialement Reconnues.

Finance / Audit / Economie / Gestion de Projets
RH / Marketing / Logistique / Ingénierie / Energie

+228 93277876 / 92123162 / 99265828

Civisme fiscal

Comprendre les actions de l'OTR et du cadastre

L'Office togolais de recettes (OTR) a formé les adhérents du Club des Amis Du Fisc de l'Université de Lomé, le 16 novembre passé, sur le thème « Le civisme fiscal qui est un accomplissement volontaire des obligations fiscales ou le respect spontané du devoir national de consentement à l'impôt en vue de renforcer l'attachement au bien commun ».



Les sujets au menu de cette journée de formation étaient « les procédures de dédouanement », « la fiscalité appliquée aux entreprises du réel » « la présentation de l'OTR, ses missions et ses réalisations » et « immatriculation foncière ». Les principaux animateurs ont été l'inspecteur des douanes M. DARKOA Djare Goundo, M. Boniface Koffi ASSIGBE, inspecteur des impôts, Latevi LAWSON, chef division planification et stratégie, M. Koffi ALEGUE, à la direction du

Cadastre. « Notre vision est d'être un office moderne capable d'assurer l'autofinancement des besoins nationaux et même mieux dans le futur plan stratégique qui prendra effet à partir de 2023, être à l'avant garde des meilleures pratiques internationales » a expliqué M. Latevi LAWSON Chef division de la planification et des stratégies à l'OTR. Le formateur venu de la direction du Cadastre, M. Koffi ALEGUE a prévenu « tout acquéreur d'un bien immobilier doit se référer au service du cadastre pour

prendre des renseignements sur les pièces nécessaires du bien en question qu'il faut pour ne pas être dupé ou tombé dans le jeu des multiples ventes ». « Je crois que la population doit prendre connaissance des textes en la matière des différentes modalités relatives aux paiements des impôts et taxes en abordant les différents services de l'OTR et du cadastre ou en s'abonnant au compte Youtube de l'OTR " Canal OTR " pour ne pas être tricher indûment par qui ou où que ce soit et enfin cultiver l'esprit du civisme fiscal tel que défini pour une mobilisation adéquate des ressources à des fins avantageuses pour le développement et pour nos biens communs » a réagi un participant à cette formation.

Avec l'analyste économique
AGLE Koku Silvére



Image du jour



○ Santrinos Raphael décroche le Prix Africain de l'Artiste de l'Année et son Producteur, Mr Mohamed NIMAGA, le Prix Africain du Management et de la Production Artistique à la TAC (Tournée Africaine de la Coopération).

AUX DECIDEURS...

Survivre à l'ère numérique

Il y a une opinion largement répandue selon laquelle le travail n'est plus pertinent en tant que force de changement. L'argument est que la prolifération des plateformes numériques de travail - et l'augmentation de la précarité de l'emploi qui en résulte - signifie que la résistance des travailleurs est de plus en plus futile.

Le problème avec cette « thèse pessimiste de la fin du travail » est qu'elle donne à la mondialisation et à l'ère numérique une logique et une cohérence qu'elles n'ont pas. Il en résulte un décentrement des luttes en milieu de travail sur les conditions de travail et un obscurcissement des relations d'exploitation. Le résultat est que le capital est épargné.

En matière de politique, l'administration Biden a récemment montré que les modèles commerciaux de plate-forme peuvent être modifiés. Il a proposé une règle qui reclassifierait les travailleurs des plateformes en tant qu'employés, étendant la protection du travail et la protection sociale aux travailleurs précaires

Les travailleurs des plateformes sont géographiquement dispersés et travaillent de manière individualisée, ce qui rend difficile la réclamation collective. La nature insaisissable de la gestion algorithmique brouille la nature des demandes. Et la classification erronée des travailleurs des plateformes en tant qu'indépendants signifie qu'il n'est pas toujours clair à qui ils doivent faire des réclamations.

Cette ambiguïté sur la localisation de la classe des travailleurs des plateformes soulève des questions difficiles pour les organisateurs syndicaux. Qui est un travailleur ? Un coursier alimentaire qui possède un scooter est-il un travailleur ? Qu'en est-il de quelqu'un qui possède deux scooters et engage quelqu'un pour conduire le second ?

Malgré le défi d'organiser les travailleurs des plateformes, les protestations ouvrières se sont multipliées. L'indice Leeds des protestations du travail des plateformes montre que l'organisation, la mobilisation et la résistance des travailleurs des plateformes se sont rapidement propagées à travers le monde.

En effet, les plateformes apparaissent comme un vivier d'auto-organisation, les modes de gestion numériques renforçant le pouvoir associatif des travailleurs.

Au centre du capitalisme des plateformes se trouvent des niveaux de pouvoir sans précédent entre les mains de quelques entreprises, à savoir Facebook, Apple, Amazon, Microsoft, Netflix, Google et Spotify. Malgré une baisse des cours des actions avec l'introduction potentielle de réformes réglementaires, elles représentent 20 % du marché boursier américain.

Le contrôle et le pouvoir sont concentrés dans une petite élite mathématiquement compétente qui domine la prise de décision et la politique en possédant et en contrôlant « l'algorithme » d'une manière qui génère des inégalités encore plus grandes. Les géants mondiaux de l'informatique sont devenus plus puissants que la plupart des pays et des gouvernements. Ils échappent aux codes, lois et politiques de gouvernance d'entreprise, y compris les lois antitrust, la concurrence et la perception des impôts.

En l'absence d'un cadre réglementaire adéquat pour le travail de plateforme, deux grandes voies peuvent être identifiées.

L'une implique un approfondissement de la domination des géants technologiques étrangers sans accord national ou mondial sur la manière de fonctionner. Cela pourrait être décrit comme une forme de recolonisation du Sud global. Cela pourrait créer plus d'emplois, mais les travailleurs seraient coincés dans des corvées à bas salaire sans aucune des protections ou des avantages de l'emploi formel.

Une voie alternative pourrait être un « pacte social numérique » créé avec la participation active des travailleurs des plateformes et de leurs organisations. Cela impliquerait des politiques mondiales et nationales cohérentes, y compris une législation visant à protéger les travailleurs.

Cette voie optimiste ouvre la possibilité d'étendre les protections du travail et sociales aux travailleurs des plateformes informelles.

Le programme de recherche Future of Work(ers) du Southern Center for Inequality Studies de l'Université du Witwatersrand organise une série de dialogues en sept parties. L'objectif est de susciter un débat public sur la relation entre les technologies numériques, la nature changeante du travail et les implications pour les inégalités.

Elom Nomenyo

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Intégration sous régionale

Les médias engagés aux côtés de la Commission de l'UEMOA

La plateforme des médias de l'UEMOA entend jouer pleinement sa partition pour une meilleure visibilité des actions de la Commission de l'UEMOA. Reçus en audience, mardi 15 novembre 2022 à Ouagadougou par le président Abdoulaye DIOP, les membres de cette plateforme ont réitéré leur engagement à mieux informer les populations sur les chantiers communautaires.

• Joël YANCLO

« Nous suivons particulièrement tout ce que vous faites au niveau de vos organes respectifs. (...) C'est l'occasion pour moi de vous remercier pour tout l'intérêt que vous portez au processus d'intégration de notre Union », a déclaré le président de la Commission de l'UEMOA, Abdoulaye DIOP, aux membres de la plateforme médias UEMOA, tout en rappelant que la Cadre d'actions prioritaires (CAP 2025) est la feuille de route dont le collège des commissaires s'est doté après sa prise de fonction en mai 2021. « Il nous reste le défi de la mise en œuvre que nous sommes en train de relever ensemble avec tous nos collègues commissaires et nos collaborateurs. Pour cela, nous avons bien sûr mis en place un dispositif institutionnel de suivi qui, je l'espère, nous permettra d'aller de l'avant et d'assurer une mise en œuvre effective de ce CAP 2025 », a

fait savoir le président DIOP devant la quarantaine de professionnels membres de la plateforme médias UEMOA en atelier de formation et de sensibilisation sur le CAP 2025 à Ouagadougou du 14 au 18 novembre 2022. Le coordonnateur de la plateforme médias UEMOA, Léonard DOSSOU, a remercié le président de la Commission de l'UEMOA pour la collaboration entamée avec les médias de l'espace communautaire et la tenue de l'atelier d'information et de sensibilisation sur les chantiers de l'UEMOA. « Nous avons suivi le lancement du CAP 2025, nous avons vu le travail qui a été fait par votre collège dès l'entame de son mandat. C'est un contenu dense, un contenu ambitieux que nous avons commencé par découvrir », a indiqué Léonard Dossou. Cette rencontre d'échanges a été l'occasion pour le président de la Commission de féliciter et d'encourager les journalistes des huit pays de



l'UEMOA pour les efforts faits au quotidien pour informer les populations sur les chantiers de l'intégration sous-régionale. Constituée en juillet 2021, la plateforme médias UEMOA est composée de journalistes qui collaborent avec l'organisation ouest-africaine. Elle a pour objectifs de faciliter l'accès à l'information aux journalistes des Etats Membres, renforcer les capacités des

journalistes et accompagner le processus d'intégration régionale. La plateforme réitère son engagement à accompagner la Commission de l'UEMOA dans la vulgarisation de ses actions majeures et réalisations pour une plus grande visibilité auprès des populations. « Nous sommes vraiment contents et heureux de pouvoir travailler avec tous les commissaires et vous-même et toute l'équipe de la

Direction de communication qui ne ménage aucun effort pour nous donner de vraies informations », s'est réjoui Léonard DOSSOU, coordonnateur de la plateforme médias UEMOA.

L'UEMOA en bref

Créée le 10 janvier 1994 à Dakar, l'Union économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a pour objectif

essentiel, l'édification, en Afrique de l'Ouest, d'un espace économique harmonisé et intégré, au sein duquel est assurée une totale liberté de circulation des personnes, des capitaux, des biens, des services et des facteurs de production, ainsi que la jouissance effective du droit d'exercice et d'établissement pour les professions libérales, de résidence pour les citoyens sur l'ensemble du territoire communautaire. Huit Etats côtiers et sahéliens, liés par l'usage d'une monnaie commune, le FCFA et bénéficiant de traditions culturelles communes, composent l'UEMOA : le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. L'UEMOA couvre une superficie de 3 506 126 km² et compte 123,6 millions d'habitants. Le taux de croissance du PIB, à prix constant, est de 6,1% en 2019. (Source: INS/C. UEMOA : RSM juin 2020)



Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estimation

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Plateforme Industrielle d'Adétikope

Visite des acteurs internationaux du secteur du textile

Une forte délégation d'une vingtaine d'entreprises leaders le secteur du textile et de l'habillement au niveau mondial (Etats Unis, Chine, Inde, Ethiopie, Kenya, Sir Lanka), a visité le site de la PIA et les infrastructures portuaires de Lomé, 16 novembre passé.

● Elom Nomenyo

Cette visite a permis de montrer aux membres de la délégation les solutions que le Togo propose pour répondre aux nouvelles exigences de la filière du textile et de l'habillement au niveau mondial. Les investisseurs ont découvert les installations mises en place pour transformer le coton au Togo et ont été impressionnés par les infrastructures. Cette étape togolaise, confirme le positionnement du Togo comme



un maillon incontournable dans le secteur du textile et de l'habillement dans la sous-région. « Nous voulons vous apporter des solutions et vous aider à vous positionner face aux exigences

du secteur du textile et de l'habillement pour les dix prochaines années ! » a expliqué Madame Rose Kayi mivedor, Ministre de la Promotion de l'Investissement. En prélude à cette visite, la délégation a échangé avec le Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé qui a exprimé la volonté du gouvernement de « répondre aux besoins des fournisseurs et des marques. Le Togo s'est doté il y a quelques mois, d'une politique pour le secteur du textile, afin de mieux accompagner les acteurs.



Coopération

Le Togo et le Ghana ensemble vent debout contre la pêche illégale

Le Togo et le Ghana travaillent au renforcement de leur coopération bilatérale dans le domaine de la pêche. Les ministres chargés de ce secteur dans les deux pays ont échangé en octobre dernier à Lomé sur les pratiques illégales dans les eaux.

Précisément, le ministre togolais de l'économie maritime, Edem Tengue et son homologue du Ghana, Hawa Koomson, ont évoqué la lutte contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN), la piraterie maritime et la mise en œuvre d'un programme régional d'observateurs. Les deux officiels se sont aussi penchés sur des projets d'avenir, notamment l'instauration d'une période de repos biologique sous-régional pour



les espèces de poissons et la recherche scientifique en matière de pêche. Les deux pays voisins, en rappel, sont

liés par plusieurs accords de coopération dans divers domaines.

Avec Togo First

Promotion des entreprises locales

Les TPME informés sur les opportunités offertes par le gouvernement

Le ministère du commerce de l'industrie et de la consommation locale a organisé en présentiel et en visio-conférence, dans le cadre de la 3e édition du Mois du Consommer Local, un panel de discussions avec les responsables des Très petites, petites et moyens entreprises (TPME) sur les opportunités que leur offre le gouvernement pour leur promotion, le mardi 15 novembre à Lomé.

● Vivien ATAKPABEM

Placée sous le thème « Quels traitements préférentiels en faveur des TPME pour booster la consommation locale ? », cette rencontre a pour objectif d'échanger avec les TPME sur les voies et moyens à adopter pour leur émergence. Modéré par Mme Aminata LO-PAYE, Représentante Résidente de la Commission de l'UEMOA au Togo, ce panel a été co-animé par M. Konlani Kambatibe, directeur de la législation fiscale et du contentieux à l'Office togolaise des recettes (OTR), Mme Sahouda-Gbadamassi Mivedor, directrice générale du Fonds d'appui à l'initiative économique jeune (FAEJ), M. Pierre Ivan Houessou, conseiller du ministre en charge de la promotion de l'investissement, et Mme



Ayélé Ekoue Amégbran, directrice de la facilitation des conditions opérationnelles des entreprises au ministère du commerce, de l'industrie et de la consommation locale. Ces panelistes ont relevé tour à tour les atouts qu'offrent leurs structures aux jeunes entrepreneurs. Il s'agit entre autres, des opportunités de renforcement de capacités, d'encadrement et de facilitation au financement qu'offre le ministère en charge du Développement à

la base à travers le (FAIEJ), la promotion des entreprises locales et des produits locaux et l'accessibilité des informations relatives aux TPME. Les participants ont été informés que le gouvernement a mis à la disposition des jeunes entrepreneurs 25% des marchés publics, d'un guichet au niveau de l'OTR, d'un allègement des charges fiscales (réductions d'impôts) et une facilitation en matière de la tenue et obligation comptable. Dans cette même logique, le gouvernement encourage la promotion des centres de gestion agréés qui offrent aux adhérents 40% de réduction d'impôts sur les 4 premières années et un armistice de contrôle fiscal sur 3 années. Les mêmes avantages de réduction fiscale sont accordés aux entrepreneurs qui sont affiliés aux structures publiques d'encadrement, notamment le FAIEJ, l'Agence nationale d'appui au développement à la base (ANADEV) et la Délégation à l'organisation du secteur informel (DOSI). Au cours des échanges, les participants ont proposé des approches de solutions dont la création d'une plateforme pour échanger les informations et les connaissances.



Le Togo en chiffres

Principaux pays partenaires du Togo					
Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020		
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3		
Mali	13,0	France	8,6		
Bénin	10,0	Inde	7,5		
Niger	8,5	Ghana	5,6		
Ghana	8,1	Japon	4,3		
Inde	7,5	Nigéria	3,6		
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5		
France	5,7	Turquie	3,3		

Indicateurs du commerce extérieur					
Commerce extérieur (en % du PIB)	2016	2017	2018	2019	2020
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	-822	-502	-626	596	n/a
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Importations de biens et services (en % du PIB)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Exportations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
	26,9	25,3	23,9	23,1	21,8

Source : Banque mondiale ; dernières données disponibles

Profil commercial					
Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Principaux indicateurs économiques					
Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

Département de l'Aménagement du Territoire
Communautaire et des Transports

La Commission



AVIS N° 07/2022/AMI/DATC/UEMOA/DC/DT
 AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UN
 BUREAU D'ETUDE POUR LA REALISATION DE L'ETUDE RELATIVE A
 LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF DE FACILITATION DE TRANSIT
 PORTUAIRE ET D'UN REGIME MODERNE DE TRANSIT REGIONAL
 DANS L'ESPACE UEMOA.
 (RELANCE)

- La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), dans le cadre de l'exécution de son budget 2022, envisage la sélection d'un Bureau d'Etude pour la réalisation d'une étude relative à la mise en place d'un dispositif de facilitation de transit portuaire et d'un régime moderne de transit régional.
- L'étude vise à (i) identifier les actions nécessaires et appropriées dans les cinq (5) principaux ports de l'Union en relation avec les onze (11) corridors de transit de l'UEMOA pour la conception détaillée de la mise en place d'un système du régime moderne de transit ; (ii) développer les spécifications fonctionnelles pour le système moderne de transit pour le mécanisme d'échanges de données et les actions nécessaires pour faire l'interface avec les autres systèmes existants de gestion douanière ; (iii) proposer un Roadmap avec le montage financier détaillé pour la mise en fonction du système proposé et (iv) développer un mécanisme pour l'UEMOA d'utiliser les données du nouveau système pour générer les indicateurs de performance des ports et corridors routiers de l'Union.
- Les résultats attendus de la mission du bureau d'études sont les suivants :
 - Les spécifications techniques détaillées de la nouvelle plateforme technologique pour la facilitation de transit portuaire et de régime moderne de transit sont connues ;
 - Le coût total du projet est connu par la Commission pour présenter aux Partenaires Techniques et Financiers et investisseurs potentiels ;
 - Le montage pour le financement du projet est conçu ;
 - L'opérationnalisation du nouveau système dans le contexte actuel de la région est mise en évidence (modernisation des ports, état des routes, systèmes de communication existants, états vétustes des camions etc.) ;
 - Les projets de textes juridiques légaux des organes de gestion de système sont disponibles ;
 - Le mode de gestion du Centre de commandement du Système est déterminé ;
 - Le modèle économique est mis en évidence avec des avantages et inconvénients.
- La durée totale prévue pour l'exécution de la mission est de quatre (04) mois.
- En vue de la constitution de la liste restreinte, le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite les Bureau d'étude qualifiés ayant une expérience confirmée dans le domaine identifié, à manifester leur intérêt à fournir les prestations décrites ci-dessus.
- Les Bureaux d'Etudes intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des prestations. Les informations fournies doivent être précises et vérifiables (preuve à l'appui : certificats ou attestations de bonne fin d'exécution pour les missions réalisées, et tout autre type de preuves). **Ne seront pris en compte au cours de l'évaluation que les certificats ou attestations de bonne fin d'exécution des missions réalisées par le Bureau d'études.**
- La Commission de l'UEMOA se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées.

- La sélection du bureau d'étude se fera en conformité avec les procédures en vigueur à la Commission de l'UEMOA et définies dans le Règlement d'exécution N°001/2020/COM/UEMOA du 24/02/2020 relatif aux règles de passation, d'exécution et de réception des marchés des Organes de l'UEMOA.
- Les appréciations porteront notamment sur l'expérience générale et l'expérience spécifique du consultant selon les critères ci-après :

Critères d'évaluation	Notes pondérées maximum
1 - « Expérience générale du Bureau »	30
2 - « Expérience spécifique du Bureau en matière de transit routier, transit portuaire et/ ou de facilitation des transports »	60
3. Connaissance de la région (pays de l'UEMOA)	10
Total des points	100

- Les bureaux d'étude intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à la Commission de l'UEMOA auprès du Département de l'Aménagement du Territoire Communautaire et des Transports (DATC), 01 BP 543, sis au Complexe Administratif de Ouaga 2000, Bureau 517, au 5^{ème} Etage, Place Monument des Héros nationaux, Ouagadougou Burkina Faso, aux heures

d'ouverture de bureaux suivantes : de 7h30 à 12h30 et de 13h30 à 16h30, heures locales.

Personnes à contacter :

- **Chabi Gnao CHABI YAAROU NINGUI** - Tél : +226 25 42 50 58, e-mail : cqcyningui@uemoa.int
- **Sinamani KARA**, - Tél : +226 25 42 51 45, e-mail : skara@uemoa.int
- **Adébayo Samson BALOGOUN**, - Tél : +226 25 42 50 66, e-mail : asbalogoun@uemoa.int

Les manifestations d'intérêts en langue française, sous format papier A4, en quatre (04) exemplaires (un original plus trois copies), peuvent être envoyées par la poste, ou déposées à la Commission de l'UEMOA, Département de l'Aménagement du Territoire Communautaire et des Transports (DATC) A l'attention de Monsieur le Commissaire Chargé du Département de l'Aménagement du Territoire Communautaire et des Transports (DATC) Complexe Administratif de Ouaga 2000, Bureau 517, au 5^{ème} Etage Place Monument des Héros nationaux Boîte postale : 01 BP 543. Ouagadougou, Burkina Faso. Tél : (226) 25 3747 62. Fax : (226) 25 31-88 72.

Au plus tard le **mercredi 30 novembre 2022 à 15h00**, heure locale.

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 15h30 mn au complexe administratif sis à Ouaga 2000.

L'enveloppe contenant la manifestation d'intérêts devra être scellée et porter visiblement la mention : « **Manifestation d'intérêts pour le recrutement d'un Bureau d'Etude pour la réalisation de l'étude relative à la mise en place d'un régime moderne de transit dans l'espace UEMOA** ».

Ouagadougou, le

Pour le Commissaire chargé du
Département de l'Aménagement
du Territoire Communautaire et
des Transports
et par délégation,

Le Directeur de Cabinet par intérim

Mahaman Sanoussi AMADOU



ZLECAF

Une semaine de l'industrialisation en Afrique

La Semaine africaine de l'industrialisation de l'Union Africaine se tient à Niamey, au Niger, du 18 au 26 novembre. Et a pour thème « Industrialiser l'Afrique : Un engagement renouvelé en faveur d'une industrialisation et d'une diversification économique inclusives et durables »

C'est l'occasion pour les dirigeants, les responsables politiques et les entreprises de se réunir et de discuter des moyens de stimuler la croissance industrielle sur le continent. Il s'agit d'un événement important pour le continent africain. Le sommet vise à souligner la détermination politique et l'engagement renouvelés de l'Afrique en faveur de l'industrialisation, qui est considérée comme un pilier essentiel pour atteindre les objectifs de croissance économique et de développement du continent. L'intégration économique et l'augmentation du commerce intra-africain sont des étapes cruciales pour renforcer les économies du continent et réduire la dépendance à l'égard des exportations et des importations provenant de régions extérieures. En utilisant les ressources du continent et en mettant en œuvre des politiques industrielles efficaces, l'Afrique peut améliorer sa position économique sur la scène mondiale. Toutefois, ces changements ne peuvent se produire du jour au lendemain - ils nécessitent la collaboration et l'engagement de toutes les parties prenantes. La Semaine de l'industrialisation en Afrique constitue une plate-forme importante pour relever ces défis et trouver des solutions. À la lumière des interdépendances clés entre l'industrialisation et l'accord sur la zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA), le sommet cherche à rallier l'élan politique, les ressources, les partenariats et les alliances en faveur d'un effort d'industrialisation à l'échelle de l'Afrique. Cette démarche s'inscrit dans la volonté de l'Union africaine de favoriser la transformation struc-



turelle, en tirant parti des riches ressources naturelles de l'Afrique tout en adoptant les avancées technologiques actuelles. Le sommet constituera une étape cruciale dans la promotion du commerce intra-africain et de l'intégration économique, deux éléments essentiels à la réussite de l'Afrique.

Mettre en lumière des thèmes et sujets clés sur l'industrialisation

Au cours de la Semaine africaine de l'industrialisation, un certain nombre de programmes et d'événements seront organisés pour mettre en lumière certains thèmes et sujets clés concernant l'industrialisation sur le continent. Ils sont entre autres la promotion des micro, petites et moyennes entreprises dirigées par des jeunes et des femmes en tant que facteurs d'industrialisation compétitive pour les transitions entre zones urbaines et rurales, l'industrialisation de l'Afrique et les approches multisectorielles pour réussir : Faciliter les liens intersectoriels et les conditions de réussite : énergie, sécurité alimentaire, institutions, législation, développement des compétences,

résilience environnementale. Amélioration de la compétitivité, de la production et des capacités commerciales : relier les capacités du côté de l'offre par la fabrication, les marchés intégrés et les développements commerciaux et la diversification des économies africaines est le seul moyen pour tous les pays africains de prospérer dans une économie mondiale de plus en plus volatile. Le potentiel qui existe dans la région peut être réalisé grâce à une diversification, une innovation et une compétitivité accrues. La zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF, ZLECA ou ZLEC) est au cœur de l'objectif d'une plus grande intégration économique en Afrique, indispensable pour stimuler le commerce intra-africain, réduire le chômage et la pauvreté et promouvoir le développement durable. L'Afrique est l'une des régions qui s'industrialisent le plus rapidement au monde. Malgré ces progrès, il reste encore beaucoup à faire pour que tous les Africains bénéficient des avantages de l'industrialisation.

Avec service com Zlecaf

Energies renouvelables

Le Cap-Vert veut anticiper l'objectif de 50 % dans son mix fixé pour 2030

Selon les données de la banque mondiale, le Cap-Vert affichait un taux d'électrification de plus de 90 % en 2020.

L'ouverture du débat parlementaire sur la proposition de budget de l'État pour l'année 2023, le Premier ministre du Cap-Vert, Ulisses Correia e Silva, a indiqué que le pays prévoit d'anticiper l'objectif de 50 % de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables, prévu pour 2030. M.Silva a déclaré que : « La transition énergétique sera accélérée et qu'environ 40 mégawatts de

nouvelle capacité, solaire et éolienne, seront achevés rien qu'en 2023. », ajoutant que « avec les projets stratégiques déjà identifiés et en cours de négociation avec les partenaires, les conditions seront créées pour que le Cap-Vert atteigne l'objectif de 50 % d'énergie renouvelable plutôt que prévu. » En effet, au Cap-Vert, les centrales thermiques garantissent environ 80 % de l'électricité produite. Le pays n'ayant pas de capacité de

raffinage, il est obligé d'importer le combustible avec une facture qui s'est envolée ces derniers mois avec la crise énergétique mondiale. Dans ce contexte, l'adoption des énergies renouvelables devrait lui permettre non seulement d'assurer sa transition énergétique, mais aussi d'obtenir une certaine indépendance énergétique.

Avec Agence Ecofin

Afrique

La BAD et l'université d'Oxford vont former des travailleurs sur la finance durable

Alors que le changement climatique menace la croissance en Afrique, cette dernière a besoin de ressources humaines capables de penser son développement durable. Lequel doit se faire à partir des initiatives inscrites sur la durabilité.

Un nouveau partenariat entre la Banque africaine de développement (BAD) et l'université d'Oxford formera 1 000 travailleurs des secteurs public et tertiaire à travers l'Afrique à la finance durable, a-t-on appris d'un communiqué publié par la BAD le jeudi 10 novembre. D'après l'institution panafricaine, les personnes sélectionnées suivront un cours gratuit sur l'introduction à la durabilité décerné par la Public and Third Sector Academy for Sustainable Finance (P3SA) de l'université d'Oxford. Ce centre de l'université américaine fait partie des plus réputés au monde en matière de formation à la finance durable. Il cible en priorité les fonctionnaires et les travailleurs des organismes de bienfaisance enregistrés, les entreprises sociales, les coopératives, les institutions de recherche et les organisations non gouvernementales. Le département Changement climatique et croissance verte, en collaboration avec l'université d'Oxford, sélectionnera les bénéficiaires pour le programme. Pour les responsables du centre, il est



question de donner à cette cible des compétences sur la finance durable. Lesquelles permettront au continent de se détourner des activités non durables pour celles durables et favorables à la protection de l'environnement. « Nous sommes ravis de nous associer à la Banque africaine de développement. Ensemble, nous doterons les secteurs public et tertiaire africains des connaissances, des réseaux et des compétences nécessaires pour réorienter des dizaines de milliers de milliards de dollars de capitaux, en les détournant des activités non durables au profit de celles qui sont alignées sur l'Accord de Paris et les Objectifs de développement durable des Nations unies », a déclaré Andrew McCarthy, responsable du renforcement

des capacités et des partenariats au sein d'Oxford Sustainable Finance Group et directeur adjoint de P3SA. Plus encore, le Dr Ben Caldecott, président de la faculté de P3SA, estime que les lacunes de compétences en matière de finance durable doivent être comblées dans l'urgence. Un avis qui trouve tout son sens dans le contexte actuel, alors que l'Afrique, précisément l'Égypte, accueille en ce moment la 27e Conférence annuelle des Nations unies sur les changements climatiques. A cet événement, les appels à l'adoption de la finance durable ne tarissent pas dans un contexte où le changement climatique menace le développement du continent.

Avec Agence Ecofin

Infrastructures

FEDA investit 85 millions de dollars dans Arise IIP

Le Fonds pour le développement des exportations en Afrique (FEDA) a annoncé un investissement de 85 millions de dollars dans ARISE Integrated Industrial Platforms (ARISE IIP), le développeur et opérateur panafricain d'infrastructures. Cette opération témoigne de la confiance de FEDA dans la stratégie de développement d'ARISE IIP.

● Junior AREDOLA

L'accord d'investissement a été conclu à Londres, entre Marlène Ngoyi, PDG de FEDA et Gagan Gupta, Fondateur et PDG d'ARISE IIP. Avec cet investissement, FEDA confirme son engagement à soutenir l'industrialisation et le développement économique de l'Afrique, tout en garantissant la durabilité environnementale.

La transaction soutiendra l'ambition d'ARISE IIP de fournir des écosystèmes industriels sur mesure à travers l'Afrique et d'améliorer la compétitivité de l'industrie manufacturière. Le Fonds pour le développement des exportations en Afrique (FEDA) est un fonds de 670 millions de dollars (First Close) avec l'ambition de lever un total de 1,3 milliard de dollars au cours des prochains mois. FEDA est la plateforme d'investissement

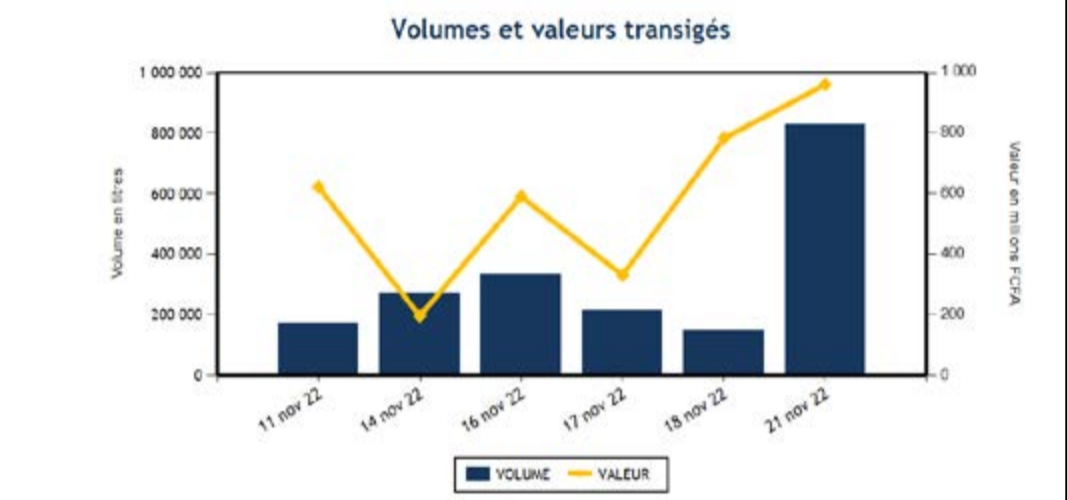
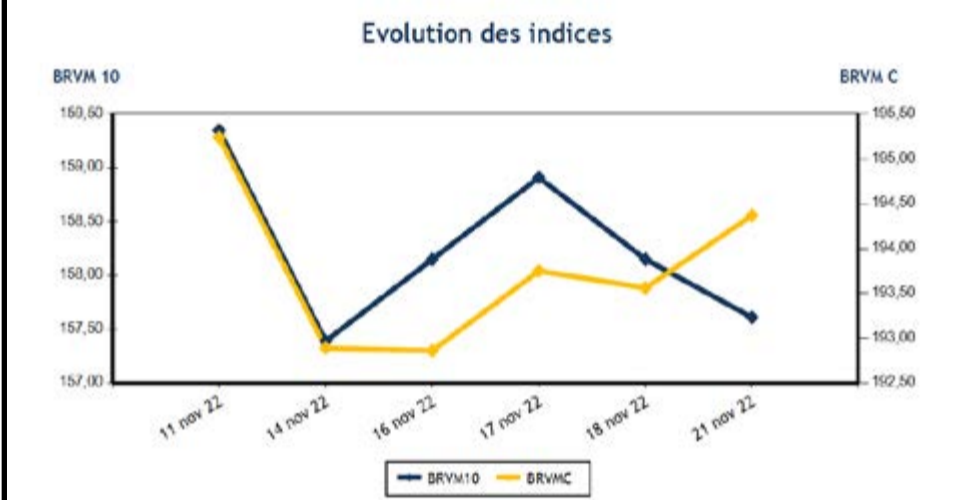


à impact sur le développement de la Banque africaine d'import-export (AFREXIM-BANK), partenaire de longue date d'Arise IIP. Avec cet investissement, FEDA rejoint AFC, actionnaire majoritaire d'ARISE IIP, pour accompagner la stratégie de développement de l'entreprise. Au cours des dernières années, ARISE IIP a connu une expansion remarquable à travers l'Afrique, avec actuellement plus d'une douzaine de zones industrielles intégrées accélérant l'industrialisation du continent. Pour référence, au Gabon, ARISE IIP gère la Zone Economique Spéciale du Gabon (GSEZ) qui se concentre sur l'industrie du bois, et a créé 16 000

emplois, attiré 120 investisseurs et permis au Gabon de passer du statut d'exportateur de grumes au 2ème rang mondial producteur et exportateur de placages, ainsi que le premier en Afrique. Au Bénin, ARISE IIP exploite la Zone Industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ) dédiée à la transformation locale de produits agricoles dont le coton, les noix de cajou, les ananas, les noix de karité et le soja, entre autres.

ARISE IIP gère également la Plateforme Industrielle Adé-tikopé (PIA) au Togo qui se concentre sur la transformation locale des produits agricoles. Par ailleurs, ARISE IIP a entrepris la construction de deux zones économiques en République du Congo et d'une zone en Côte d'Ivoire. Par ailleurs, le développeur et opérateur panafricain d'infrastructures développe actuellement d'autres actifs au Nigeria, au Tchad et en République démocratique du Congo.

BRVM 10	157,61	 BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE N° 222 lundi 21 novembre 2022 Site : www.brvm.org	BRVM Composite	194,37
Variation Jour	↓ -0,34 %		Variation Jour	↑ 0,42 %
Variation annuelle	↑ 2,67 %		Variation annuelle	↓ -3,91 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	5 850 354 235 878	0,41 %
Volume échangé (Actions & Droits)	758 426	682,36 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	265 645 075	-5,50 %
Nombre de titres transigés	40	5,26 %
Nombre de titres en hausse	10	0,00 %
Nombre de titres en baisse	16	6,67 %
Nombre de titres inchangés	14	7,69 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 707 722 519 467	-0,11 %
Volume échangé	69 491	37,88 %
Valeur transigée (FCFA)	694 910 420	38,58 %
Nombre de titres transigés	5	-50,00 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	5	150,00 %
Nombre de titres inchangés	0	-100,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	6 450	7,50 %	25,98 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	11 715	7,48 %	10,57 %
SOLIBRA CI (SLBC)	90 000	6,86 %	-42,31 %
SITAB CI (STBC)	5 745	6,19 %	-7,04 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	4 750	5,44 %	-23,20 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SUCRIVOIRE (SCRC)	1 090	-7,23 %	13,54 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	3 550	-4,05 %	-39,37 %
SMB CI (SMBC)	6 705	-3,39 %	-2,83 %
ONATEL BF (ONTBF)	3 400	-2,86 %	-13,81 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 200	-2,04 %	-28,57 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	95,53	2,32 %	-13,24 %	3 065	8 861 560	26,86
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	454,61	-0,88 %	1,28 %	3 677	21 700 475	8,74
BRVM - FINANCES	15	72,90	1,00 %	-5,48 %	741 029	206 884 300	6,99
BRVM - TRANSPORT	2	375,11	-0,63 %	-39,71 %	3 342	4 881 815	5,99
BRVM - AGRICULTURE	5	284,83	1,19 %	17,06 %	2 523	15 499 825	5,55
BRVM - DISTRIBUTION	7	374,86	-0,18 %	-7,99 %	2 750	5 772 885	27,31
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 227,71	-0,50 %	36,30 %	2 040	2 044 215	11,95
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	7,72	
Taux de rendement moyen du marché	7,69	
Taux de rentabilité moyen du marché	8,79	
Nombre de sociétés cotées	45	
Nombre de lignes obligataires	108	
Volume moyen annuel par séance	1 021 812,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 971 598 435,20	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	20,60	
Ratio moyen de satisfaction	19,89	
Ratio moyen de tendance	96,57	
Ratio moyen de couverture	103,55	
Taux de rotation moyen du marché	0,07	
Prime de risque du marché	7,06	
Nombre de SGI participantes	26	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BENIN
Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
Avenue Charles de Gaulle, Cotonou
Tél : (229) 21 31 23 26
Fax : (229) 21 31 23 27



BURKINA FASO
Chambre de Commerce et d'Industrie
de l'Union des Bourgeois
de Ouagadougou
BP 1000 Ouagadougou 01
Tél : (229) 25 30 87 73
Fax : (229) 25 30 87 74



CÔTE D'IVOIRE
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
Palais, 18 Rue Joseph Anoma
CI BP 2802 Abidjan 01
Tél : (229) 20 31 51 51
Fax : (229) 20 32 47 77



GHANA
Chambre de Commerce, d'Industrie,
d'Innovation et des Services de Cotonou (CICIS)
Avenue Félix Houphouët-Boigny
BP 88 Cotonou
Tél : (229) 20 31 51 51
Fax : (229) 20 32 47 77



MALI
Immobilier SONAFI, AO 2000 Hamidou
B.P. 1200 - Bamako
Tél : (229) 44 80 10 10
Fax : (229) 44 80 10 11



NIGER
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Innovation
de Niamey, Place de la Liberté
BP 10 200 Niamey
Tél : (227) 20 13 80 83
Fax : (227) 20 13 80 87



SENEGAL
7, rue Jean-Marcel
BP 4000 Dakar - Sénégal
Tél : (221) 33 821 15 18
Fax : (221) 33 821 15 08



TOGO
4881, Boulevard O. GNANONGBE Ewehossou,
BP 3000 Lomé
Tél : (228) 22 44 25 16
Fax : (228) 22 35 21 41

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

Twitter

Elon Musk rétablit des comptes bannis

Le nouveau patron du réseau social à l'oiseau bleu a annoncé vendredi que plusieurs comptes d'utilisateurs suspendus ont été réadmis sur la plateforme.

Elon Musk, propriétaire et patron de Twitter depuis trois semaines, a annoncé vendredi que plusieurs comptes d'utilisateurs suspendus ont été réadmis sur la plateforme, mais qu'il n'avait «pas encore pris de décision sur (Donald) Trump».

«Pas la liberté d'atteindre» le public

Le patron de Tesla, qui défend une vision absolutiste de la liberté d'expression, est attendu au tournant au sujet de l'ancien président américain Donald Trump, banni du réseau social pour avoir encouragé ses partisans avant l'invasion du Capitole en janvier 2021. «La politique du nouveau Twitter c'est la liberté d'expression, mais pas la liberté d'atteindre» le public, a expliqué Elon Musk sur son compte Twitter. «Les tweets négatifs ou haineux seront rétrogradés et démonétisés, donc il n'y aura pas de pub adossée ni d'autres revenus pour Twitter. Vous ne trouverez pas ces tweets à moins de les chercher spécifiquement, ce qui n'est pas différent du reste d'internet», a-t-il ajouté.

«Suspendue pour s'être fait passer pour une humoriste»

Salvador

Le président Bukele va acheter un bitcoin par jour

Le pays d'Amérique centrale investira dans une unité de crypto pour faciliter des transferts d'argent. La méthode sème le doute.

Nous achetons un bitcoin par jour à partir de demain», a écrit le président du Salvador Nayib Bukele sur Twitter. Le pays d'Amérique centrale a adopté le bitcoin comme monnaie légale en 2021, et procédera dès jeudi à l'achat chaque jour d'une unité de la cryptomonnaie, au moment où elle évolue sous la barre des 20'000 dollars. En contraste, elle avait atteint quelque 68'000 dollars en novembre 2021. Selon un sondage de l'Université jésuite d'Amérique centrale (UCA), publié en octobre, une majorité de Salvadoriens (75,6%) disent n'avoir jamais utilisé la cryptomonnaie en 2022, et 77% considèrent que son adoption «a été un échec».

Une mesure «critiquée» pour aider les émigrés



Les comptes qu'il a rétablis vendredi – Kathy Griffin, Jordan Peterson et Babylon Bee – sont proches de la gauche ou de la droite américaine. La comédienne Kathy Griffin, qui comptait deux millions d'abonnés, a été suspendue la semaine dernière de la plateforme, comme d'autres internautes qui avaient changé leur nom d'utilisateur en «Elon Musk» pour se moquer du nouveau patron. Elle avait également remplacé sa photo de profil par une image du milliardaire. «Les comptes Twitter qui se font passer pour quelqu'un d'autre, sans spécifier clairement qu'il s'agit d'une parodie, seront suspendus de façon permanente», avait indiqué Elon Musk.

«Merci Elon Musk»

D'après Bloomberg, l'ex-épouse d'Elon Musk, Talulah Riley, lui avait envoyé un texto au printemps, avant

qu'il n'annonce son projet d'acquisition du réseau social, pour s'indigner de la suspension de Babylon Bee et l'inciter à acheter Twitter pour le supprimer ou le rendre «radicalement pro liberté d'expression». Jordan Peterson est une personnalité médiatique connue pour ses opinions conservatrices, et aussi suspendu de la plateforme pour des propos haineux, contre l'acteur transgenre Elliot Page. «Je suis de retour. Merci Elon Musk», a-t-il tweeté vendredi. Un internaute a suggéré de rétablir aussi le complotiste américain d'extrême droite Alex Jones, poursuivi depuis plusieurs années par des parents de victimes de la tuerie de l'école de Sandy Hook de Newton (Connecticut) pour avoir affirmé que le massacre n'était qu'une mise en scène pilotée par des opposants aux armes à feu. «Non», a répondu Elon Musk.

(AFP)



Le bitcoin «est la mesure la plus impopulaire du gouvernement, la plus critiquée et la plus mal appréciée», avait déclaré le recteur de l'UCA, Andreu Oliva, commentant les résultats de cette enquête. L'idée du président Bukele était de favoriser les transferts d'argent des quelque 3 millions d'émigrés, principalement aux États-Unis, vers leurs proches restés au pays, en économisant les frais bancaires. Un enjeu stratégique,

(AFP)

Tech

Cascade de départs chez Twitter après l'ultimatum d'Elon Musk

Les départs se multipliaient chez Twitter jeudi, au lendemain d'un ultimatum d'Elon Musk, qui a demandé aux employés rescapés de la première vague de licenciements de choisir entre se donner «à fond, inconditionnellement», et partir.

«Je suis peut-être exceptionnelle, mais (...) je ne suis pas inconditionnelle», a par exemple tweeté Andrea Horst, dont le profil LinkedIn affiche encore «Responsable de la chaîne d'approvisionnement (survivante) chez Twitter». Elle a ajouté le hashtag «#lovewhereyouworked», c'est-à-dire «Aime l'endroit où tu as travaillé», comme de nombreux autres salariés annonçant leur choix. D'après Zoë Schiffer, journaliste du média spécialisé Platformer, Twitter a prévenu jeudi après-midi tous les employés que les bureaux étaient temporairement fermés et inaccessibles, même avec un badge. Mercredi, Elon Musk, propriétaire et patron de Twitter depuis trois semaines, a demandé individuellement aux employés du réseau social de s'engager à «travailler de longues heures à haute intensité», «pour bâtir un Twitter 2.0 révolutionnaire et réussir dans un monde de plus en plus concurrentiel». «Seule une performance exceptionnelle vaudra une note suffisante»,



a-t-il précisé dans ce courrier interne consulté par l'AFP.

Une méthode qui détonne

Les salariés avaient jusqu'à jeudi après-midi pour cliquer sur la case «oui», sous peine de devoir quitter Twitter avec une indemnité correspondant à trois mois de salaire. Une méthode qui détonne même aux États-Unis, où le droit du travail est moins protecteur des salariés que dans beaucoup de pays développés. La moitié des 7500 employés du groupe ont déjà été licenciés il y a deux semaines par le

multimilliardaire. «Je n'ai pas de mots, je suis juste reconnaissante de pouvoir dire que j'ai réussi à avoir le job de mes rêves et à accomplir plus que je n'aurais jamais cru possible. Ça a été une grande aventure», a tweeté jeudi Deanna Hines-Glasgow, qui était directrice des relations avec les clients chez Twitter, selon son profil LinkedIn. Elle se définit comme «Ex Tweep», le surnom des employés de Twitter, et «Blackbird», du nom du groupe de soutien aux salariés afro-américains de l'entreprise californienne.

(AFP)

Marché du café

Nespresso se lance dans la course aux dosettes compostables

La filiale de Nestlé réplique à ses concurrents, qui tentent de gagner des parts de ce juteux marché en misant sur la carte du zéro déchet.

Nespresso va lancer des dosettes à base de papier qui peuvent être compostées à la maison. Ce produit sera disponible «d'abord en France et en Suisse en 2023», puis sur d'autres marchés en 2024, a dévoilé son directeur général, Guillaume Le Cunff. Comme les capsules annoncées il y a une dizaine de jours par Nescafé Dolce Gusto – une autre marque de Nestlé – elles sont munies d'une fine pellicule de biopolymère, également compostable, afin de préserver la fraîcheur du café. Ces nouvelles capsules, utilisables sur les machines actuelles, ne remplaceront pas les dosettes en aluminium mais donneront «une alternative» aux amateurs de café qui préfèrent composter leurs dosettes plutôt que de les ramener au point de recyclage ou en boutiques. «C'est un complément. L'objectif, c'est de donner le choix» détaille-t-il, tout en précisant que cette nouvelle capsule a nécessité avant de trouver la solution.

Des concurrents



ambitieux

D'autres marques se sont déjà lancées dans le compostage, à l'instar de l'américain Keurig, qui a mis au point une capsule en polypropylène. Migros a de son côté dévoilé en septembre des dosettes sans aucun emballage, en forme de boule, recouvertes d'une fine pellicule à base d'algues. Compostables dans le jardin, elles nécessitent toutefois une nouvelle machine. Pour séduire les consommateurs, le géant orange avance des arguments environnementaux, affirmant que les dosettes traditionnelles génèrent annuellement environ 100'000 tonnes de déchets, beaucoup terminant à la poubelle sans être recyclées. «Nespresso reste le leader du segment du café portionné. Néanmoins, il y a plus de concurrence», a indiqué Jon Cox, analyste chez Kepler Cheuvreux.

Prudence des ONG

Les organisations environnementales observent avec prudence cette nouvelle bataille sur les produits compostables. Pour Florian Kasser, expert consommation et économie circulaire chez Greenpeace Suisse, les alternatives compostables constituent «un petit progrès». Mais «le problème de ces innovations, c'est qu'elles donnent l'impression qu'on peut consommer du café sans aucun problème environnemental», a-t-il argumenté. Selon lui, elles vont «dans le mauvais sens» car comme la viande ou les produits laitiers, le café fait partie des denrées alimentaires qui ont «une empreinte écologique très mauvaise» dont il faudrait plutôt chercher «à diminuer la consommation». Larissa Copello, en charge de la consommation chez l'ONG Zero Waste (Zero déchets), craint également que «les consommateurs en déduisent à tort que si «cela se composte dans mon jardin, cela se dégrade peut-être aussi dans la nature», avec le risque de détritus sauvages, prévient-elle.

(AFP)

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Rendez-vous technologique et collaboratif (Gitex Global)	10-14 octobre 2022	Dubaï, Emirats Arabes Unis	https://gitex.com/
Salon international des innovations et solutions pour le secteur parfumerie-cosmétiques	12-13 octobre 2022	France	https://www.cosmetic-360.com/
Salon International des Acteurs Economiques Madagascar	13-16 octobre 2022	+ 261 34 33 796 15 / + 261 34 28 612 40	federationcci@gmail.com / commercial@siae-madagascar.com
8e sommet international de l'innovation dans la finance	19 octobre 2022	Sydney, Australie	fintechsummit.com.au
Sommet Finance en commun 2022	19-20 octobre 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844
6 ^e Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Ethiopie	+251 115 443461 / belayt@un.org
Rendez-vous international de la tech	1 ^{er} au 4 novembre 2022	Lisbonne	websummit.com
Foire commerciale internationale	5-13 novembre 2022	Maurice (+ 230) 270 1450 / (+ 230) 5806 8848	dependancepromo194@gmail.com
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.intrafricantradefair.com/
Sommet des start-up émergentes Afrique-Europe	28-29 novembre 2022	Paris	emergingvalley.co

HOROSCOPE finance

Bélier Concernant vos finances, méfiez-vous des opérations mal préparées et des transactions hasardeuses. Vos imprudences pourraient vous coûter cher ! En revanche, n'hésitez pas à prendre quelques risques bien calculés.

Taureau Mercure en cette position dans votre Ciel mettra l'accent sur votre situation financière, c'est-à-dire aussi bien sur vos gains ou vos revenus que sur les frais ou les dépenses que vous seriez en train d'engager. Dans l'un et l'autre cas, une extrême prudence vous sera recommandée, car vous serez enclin à vous tromper dans vos calculs ou à faire de mauvaises estimations.

Gémeaux Avec cet environnement astral, il sera grand temps de vous occuper sérieusement de la gestion de vos finances et de prendre des mesures énergiques afin de stopper l'hémorragie actuelle. Tâchez de vous limiter strictement aux dépenses indispensables, incompressibles, et de renoncer à tout le reste. En effet, il arrive bien souvent que "c'est pour le superflu que l'on sue" (Sénèque). Vos efforts seront récompensés.

Cancer Sur le plan des finances, vos évaluations passées s'avéreront inexactes. Revoyez chaque poste et faites-en une estimation plus sévère. Vous verrez qu'il est nécessaire de prendre des mesures draconiennes.

Lion Prudence sur le plan financier ! Les astres risquent en effet de vous jouer des tours. Vous pourriez avoir de mauvaises surprises. Des retards de paiement, des dettes oubliées qui resurgissent, sont possibles. Par précaution, essayez de réduire vos dépenses.

Vierge Si vous êtes très pressé de faire fortune, vous risquez d'être déçu ; vous risquez même d'avoir de sérieuses complications si vous utilisez des moyens pas très honorables : "Celui qui se hâte de s'enrichir ne sera pas innocent" (Livre des Proverbes). En revanche, vous serez en mesure d'effectuer des opérations profitables à long terme.

Balance Des bouleversements financiers imprévisibles pourraient vous faire perdre beaucoup d'argent. Aussi, si vous tenez absolument à spéculer, prenez au moins l'avis de spécialistes, qui vous éviteront peut-être des placements franchement hasardeux.

Scorpion Vous pourrez prendre de judicieuses décisions concernant la gestion de vos biens. En revanche, attention aux initiatives imprudentes et aux dépenses somptuaires ! Sous l'emprise de Neptune, votre réalisme et votre bon sens habituels vous feront probablement défaut. Vous pourriez vous laisser entraîner dans des aventures risquées et perdre de grosses sommes d'argent en raison de mauvais placements.

Sagittaire Cette conjoncture astrale est un indice certain de grande chance financière. Ne laissez pas passer ce bon influx : demandez une prime quelconque, acceptez un nouveau travail, jouez à un jeu de hasard en prenant compte, bien entendu, de votre nombre de chance du jour.

Capricorne Sur le plan financier, de bonnes occasions sont possibles et même probables, vu l'aspect favorable de Neptune. Mais pour en tirer profit, il faudra soigneusement vous renseigner, de manière à prendre la bonne décision.

Verseau Le Ciel vous sera cette fois plutôt favorable côté argent. C'est pourquoi vous aurez sans doute l'opportunité d'améliorer votre pouvoir d'achat. Vous devrez toutefois veiller à ne pas prendre des risques exagérés. Certes, votre situation est stable ; mais si vous vous lancez dans des acquisitions trop grandioses, vous aller finir par tout déséquilibrer.

Poissons Cet aspect de Jupiter sera à l'origine de vos soucis d'argent. Vous devrez vous montrer très vigilant dans vos dépenses afin que vos fins de mois ne tournent pas au cauchemar. Méfiez-vous de la publicité et des promotions ; ne feuillotez surtout pas des catalogues de vente.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/13/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Nicole ESSO
Junior AREDOLA
Vivien ATAKPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU



AVIS DE MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT

Services de consultants : sélection d'un Consultant (firme) pour une assistance technique relative à l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de communication et de visibilité destinée au Fonds Espagne/CEDEAO pour la Migration et le Développement

1. La Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), dans le cadre de ses activités a l'intention de sélectionner un Consultant (firme) en vue de l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de communication et de visibilité destinée au Fonds Espagne/CEDEAO pour la Migration et le Développement.
2. L'objectif de cette consultation est d'élaborer une stratégie de communication et de visibilité qui expose les résultats, les succès enregistrés et l'impact des projets du Fonds pour la Migration, à la fois par des interventions auprès des organisations de la société civile, des institutions nationales chargées de projets dans les États membres et par le biais des plateformes nationales sur la migration et le développement.
3. La durée du contrat sera de deux (2) mois maximum.
4. La Commission de la CEDEAO, invite les Consultants éligibles (bureaux d'études spécialisés dans de la communication et les questions de migration) à manifester leur intérêt en vue de fournir ces services. Les consultants intéressés, éligibles et qualifiés doivent fournir des informations portant sur leur capacité et leur expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour la fourniture des services de nature similaire. Les critères pour l'établissement de la liste restreinte sont : **(a)** Expérience générale dans le domaine de la communication et de la migration au cours des dix (10) dernières années (2012 - 2021) ; **(b)** Devra justifier de l'exécution d'au moins deux (2) missions similaires relatives à l'élaboration et la mise d'une stratégie de communication, journalisme, TIC pour les Organisations Internationales de renoms OU pour les projets financés par les Donateurs au cours des dix (10) dernières années (2012 - 2021); **(c)** Devra justifier de l'exécution d'au moins une (1) mission similaire (élaboration et mise d'une stratégie de communication, journalisme, TIC) dans la région de la CEDEAO au cours des dix (10) dernières années (2012 - 2021) ; **(d)** Liste du personnel clé approprié pour la mission (Liste et qualifications) ; **(e)** Devra justifier de la disponibilité de staffs capable de produire des rapports et autres documents pertinents en Français et en Anglais.

NB : Chaque référence (expérience) devra être résumée sur une fiche de projet avec toutes les pièces justificatives pertinentes indiquant les coordonnées des autorités contractantes ou du client afin de faciliter la vérification des informations fournies. Pour chaque projet de référence, les consultants doivent soumettre des extraits de contrats (page de couverture avec le titre et page avec les signatures) OU une Attestation de Bonne Exécution OU un Certificat d'Achèvement.

5. Les consultants peuvent se constituer en groupement en vue d'augmenter leurs chances de qualification.
6. Les critères d'éligibilité, la préparation de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes à ceux indiqués dans le Code des Marchés de la CEDEAO. Ce dernier est disponible sur le site Internet de la Commission de la CEDEAO à l'adresse www.ecowas.int.
7. Les consultants intéressés peuvent obtenir de plus amples informations ou clarifications aux adresses électroniques mentionnées ci-dessous pendant les heures de travail : **9h00 - 16h00, heure du Nigeria**, (GMT + 1) du **lundi au vendredi (sauf jours fériés)** : sbangoura@ecowas.int avec copie à procurement@ecowas.int; asiaw-boateng@ecowas.int; idangou@ecowas.int; ikkamara@ecowas.int; yderra@ecowas.int.
8. Les manifestations d'intérêts doivent être soumises en version papier dans des enveloppes (**un (1) original signé et trois (3) copies**) à l'adresse ci-dessous, au plus tard le **12 Décembre 2022, à 11h00 (GMT + 1), Heure du Nigeria**, et doit porter clairement la mention : "**Sélection d'un Consultant (firme) pour une assistance technique relative à l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de communication et de visibilité destinée au Fonds Espagne/CEDEAO pour la Migration et le Développement**".

Pour livraison en personne ou par courrier recommandé à :

Division Passation des Marchés
Direction de l'Administration Générale,
1er Etage du Siege de la Commission de la CEDEAO,
Plot 101, Yakubu Gowon Crescent,
Asokoro District, Abuja, NIGERIA.

9. Les langues de travail sont le **Français et l'Anglais**. La manifestation d'intérêt sera soumise en langue **Française ou Anglaise**.

Togo

Un repas de famille pour célébrer la journée de l'enfant

L'organisation des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'ONG Halsa international Togo célèbrent la journée mondiale de l'enfant avec les enfants en situation de rue. Ceci, à travers un "repas de famille" organisé à Lomé le samedi 19 novembre 2022.

● **Hélène MARETELOT**

L'esprit du repas de famille se veut un cadre de promotion de l'inclusion sociale des enfants. C'est aussi un outil pour encourager la synergie des actions aux côtés des autorités publiques et privées dans la protection des droits des enfants et de l'émergence de communautés favorables à l'épanouissement et au développement des enfants. D'après Dodji Fiashinou, directeur exécutif de Halsa international, ce repas de famille veut amener la communauté à une prise de conscience collective sur les questions liées à la protection des enfants au Togo. « Les enfants en situation de rue deviennent de plus en plus nombreux au Togo alors que de l'autre côté, nous voyons la famille qui est de plus en plus en défaillance ». « Cette situation au Togo est très alarmante. Nous sommes en train de dénombrier entre 6 et 7 mille enfants âgés de 0 à 16 ans, en situation de rue, dus à plusieurs causes », a regretté le directeur exécutif de Halsa. Il souligne que pendant longtemps, c'était la pauvreté qui était la princi-



pale cause, mais aujourd'hui, les questions des relations familiales. Selon Dodji Fiashinou, lorsqu'on dit qu'il y a 7 millions d'habitants et qu'il y a 7 mille mineurs dans les rues, ils doivent commencer par s'inquiéter. Parce que ces enfants vont grandir, et on aura 7 mille criminels ou délinquants. Ce qui n'arrange personne ni le développement du pays. Pour M. Fiashinou, ils doivent tous travailler pour construire une société où ils peuvent vivre en paix. « Et pour cela, nous devons pratiquer l'inclusion en allant vers ceux qui sont rejetés et marginalisés », a-t-il ajouté. Pour protéger ces enfants, plusieurs actions sont menées par Halsa international en partenariat avec l'Unicef et le ministère de l'action sociale. « Nous mettons des

actions dans la réintégration qui compose la réintégration des enfants même mais également, l'accompagnement parental pour une parentalité positive afin que ces enfants ne fassent pas des allers-retours entre la famille et la rue. Il y a des programmes d'éducation et de ré-scolarisation de ces enfants et aussi les questions liées à la santé notamment la santé mentale qui est un élément très important dans le mécanisme de la protection des enfants », a-t-il précisé. Le directeur exécutif de Halsa soutient aussi que des actions de plaidoyer ont déjà démarré avec les autorités sur les thématiques liées au cadre juridique de protection des familles et au cadre juridique des enfants qui sont en situation familiale de rupture. « Il n'y a pas de protection pour cet enfant et ils vont directement dans la rue. On fait du plaidoyer pour qu'on puisse mettre des mécanismes d'accompagnement des familles en difficulté pour qu'on prévienne au lieu de chercher à guérir », a confié M. Fiashinou. L'évènement repas de famille est un évènement annuel pour Halsa international pour célébrer la famille et rappeler le rôle de la communauté dans la protection des enfants. Cette année, l'évènement coïncide avec la commémoration de la journée mondiale de l'enfant, qui est également la journée qui symbolise l'adoption de la convention relative aux droits des enfants par les Nations Unies.



Miss artisane Togo

Viagbo kayi tresseuse de formation remporte la 2ème édition

Mme Viagbo Kayi, tresseuse de formation est couronnée « Miss artisane Togo 2022 » à l'issue de la 2ème édition du concours organisé sous le thème « Femme, un métier », le dimanche 20 novembre à Lomé.

Cet évènement est destiné à valoriser des actions du secteur de l'artisanat. L'initiative émane de l'association Femmes dynamiques de métiers (FDM), en collaboration avec le ministère délégué chargé de l'Enseignement technique et de l'Artisanat. Elle entend rendre visible les actions du secteur de l'artisanat et surtout mettre en exergue les femmes battantes à travers leurs métiers. La Miss, Mme Viagbo Kayi a pour première dauphine, Mme Anato Akoko technicienne en maçonnerie et deuxième dauphine, Mme Attiogbé Adjo peintre auto. Elles ont été choisies parmi 16 candidates sur des critères portant sur la présentation de la candidate, les prestations et les réponses aux questions. Le concours a été essentiellement marqué par sept sorties. Il s'agit des sorties de découverte et de présentation, des sorties en tenue de travail pour simuler la prestation. Il a eu aussi des sorties de démonstration de la danse traditionnelle, en tenues de soirée et la phase des questions-réponses. La Miss a reçu du ministère délégué chargé de l'Enseignement technique et de l'Artisanat, un kit composé de tout le matériel pour l'installation de son atelier et



recevra aussi une enveloppe couvrant deux ans de loyer de son atelier. Les deux dauphines bénéficieront chacune d'un kit d'installation et du paiement d'un an de loyer de leur atelier. Les trois lauréats ont également eu droit aux prix des partenaires de l'évènement. En plus de ces secteurs d'activités des trois artisanes retenues, les candidates ont compété également dans d'autres secteurs d'activités tels que la mécanique auto, la coiffure, l'esthétique, l'électricité en bâtiment industriel, la tresse, l'électrotechnique en bâtiment industrie et solaire, la technique en froid et climatisation, la peinture auto, la couture et l'hôtellerie. Le représentant du ministre délégué, chargé de l'Enseignement technique et de l'Artisanat, M. Kodjovi Komlavi a salué cet évènement qui consacre, encourage et promeut la gente féminine dans le secteur de l'artisanat. Il a promis l'accompagne-

ment du ministère de tutelle pour que ce concours soit pérenne. La présidente du comité d'organisation du concours « Miss artisane Togo 2022 », Attiogbé Adjowa et présidente de l'association FDM a expliqué que cette initiative est née du constat selon lequel les jeunes filles ne s'intéressent pas aux métiers d'hommes, soit parce que les trouvant très difficiles, soit découragées par les proches. « Il s'agit donc par ce concours de les sensibiliser et de les encourager à opter pour ces secteurs d'activités, pour non seulement briser ces mythes, mais aussi mettre en valeur l'équité genre dans le secteur de l'artisanat », a-t-elle ajouté. L'évènement s'est déroulé en présence du président national de l'Union des chambres régionales de métiers (UCRM), Issa Mohamed.

ATOP/AR/DHK

Mission des sages-femmes

Le nouveau bureau de l'ASSAFETO se confie à Dieu

L'Association des Sages-Femmes du Togo (ASSAFETO) accorde une place de choix à Dieu dans l'exécution de sa mission. Pour rendre grâce et implorer la miséricorde de Dieu sur ses membres, le Bureau exécutif de cette association a initié, vendredi 18 novembre et dimanche 20 novembre 2022, des offices religieux, à l'instar de prières musulmanes et de messes catholiques et protestantes ont été organisées au même moment, sur l'ensemble du territoire national.

A Lomé, la prière musulmane s'est déroulée à la grande mosquée de Hédzranawoé, où les fidèles d'Allah ont confié la mission du nouveau

bureau exécutif de l'ASSAFETO au Créateur et imploré la grâce divine sur toutes ses membres. Les mêmes exhortations à Dieu se sont poursuivies le dimanche 20

novembre 2022 à l'Église catholique de Hédzranawoé et à l'Église Presbytérienne de Kélégougan (Kegué).

©AfreePress

Le Togo en chiffres

Produits échangés		Produits échangés		Produits échangés	
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020		2,2 Mds USD de produits importés en 2020			
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Energie électrique	5,1	Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	6,8
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	8,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...	5,1	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	6,5
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9	Coton, non cardé ni peigné	6,5
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux...	5,4
				Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches...	3,3
				Fèves de soja, même concassées	2,7
				Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	3,4
				Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...	3,2
				Huile de palme et ses fractions, même raffinées, ...	3,1
				Riz	2,7
				Véhicules automobiles pour le transport de marchandises...	2,5
				Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton...	1,9

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

LES RENCONTRES PAYS
RHmag

PAYS HÔTE
TOGO

THÈME

**CULTURE DE L'HABITAT,
PRESSIONS LIÉES
À L'ENDETTEMENT
ET PERFORMANCE
ORGANISATIONNELLE**



1^{ER} / 2
&
DÉCEMBRE 2022

**HÔTEL 2 FÉVRIER
LOMÉ**

Contacts:

(228) 96048660 / 93053455
WhatsApp: (225) 0143958753

**Jean Claude
DOGO**

**SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
BRASSERIE BB LOMÉ SA
PRÉSIDENT ATGRH**

SPONSORS

